

Rassemblement contre l'aéroport de Notre Dame des Landes

Non à ce grand projet inutile

Sous la pression du groupe Vinci et des lobbies patronaux particulièrement actifs, le gouvernement a choisi fin 2015 de relancer son projet d'aéroport. Les déclarations provocatrices du premier ministre, en pleine COP21, n'ont fait que confirmer une vision en trompe l'oeil de la « modernité ».

Ce projet d'aéroport des années 60 fait fi des enjeux mondiaux que sont le changement climatique, la finitude des énergies fossiles, l'artificialisation des terres agricoles et des zones naturelles. Les multinationales et le gouvernement nient la réalité économique et écologique et leurs conséquences sur le climat. Ils bafouent la nécessité urgente d'une politique respectueuse de l'environnement et des Hommes.

Agissant pour le compte de l'État, le groupe Vinci demande aujourd'hui à la justice de faire évacuer les quatre derniers agriculteurs/trices et les 11 familles qui vivent encore sur le site. De fortes astreintes destinées à les ruiner, la confiscation des cheptels et du matériel agricole sont en jeu.

Au mépris de son engagement, le gouvernement compte procéder aux expulsions sans attendre l'issue de tous les recours en suspens. Il s'agit là d'une trahison supplémentaire.

Nos organisations exigent :

- qu'il ne soit procédé à aucune expulsion ni expropriation sur la ZAD. Tous les recours déposés doivent être traités et recevoir une décision de justice.
- qu'il soit mis un terme aux arrestations de manifestant-e-s, confiscations d'engins agricoles, véhicules et permis de conduire qui relèvent de la criminalisation du mouvement social.
- qu'il soit mis un terme à ce projet d'aéroport catastrophique au regard des enjeux écologiques, dispendieux pour les collectivités locales au bénéfice de grandes entreprises privées et qui va déséquilibrer l'économie bretonne vers l'Est.

Avec cette vaste opération d'aménagement et d'immobilier, seules quelques grandes entreprises privées ont à y gagner des bénéfices importants.

Suite au succès de la mobilisation nantaise, à l'initiative de l'ACIPA et des ZADistes, puis à celle de Rennes le week end dernier, maintenons la pression le jour du verdict concernant la procédure d'expulsion entamée par Vinci.

Lundi 25 janvier à 18h30, palais de justice de Brest, cours d'Ajot

Solidaires, UL CGT Brest, AE2D, ATTAC, Ensemble, EELV, Parti de Gauche